



CONTRE LES RÉQUISITIONS, POUR LA HAUSSE DE TOUS LES SALAIRS

Le 18 octobre, la CGT des Hautes Alpes, FO 05, FSU 05 et Solidaires 05 appellent à la grève et au rassemblement contre les réquisitions des salariés des raffineries et pour la hausse de tous les salaires.

Total comme un symbole

Après plus de 10 jours, le PDG de Total refuse toujours toute négociation avec les salariés en grève. Après avoir demandé poliment et en vain à Total de « faire un effort », la première ministre décide d'exiger la réquisition, pourtant illégale, des grévistes. Les mensonges sur les salaires mirobolants des employés des raffineries n'ont pas permis de faire oublier les 10 milliards de profits du groupe en 2021, les 52% d'augmentation de son PDG ni même les 2.9 Milliards d'acompte versés aux actionnaires par Total cette année.

Le choix du gouvernement d'exiger la réquisition des salariés des raffineries plutôt que des dividendes versés par le Groupe est un symbole. Il représente à lui seul les nombreuses décisions prises par Emmanuel Macron allant contre le pouvoir d'achat des Français. Alors même que le président plébiscite la valeur travail, il expérimente une nouvelle forme d'assistanat. Envers les plus riches. Suppression de l'ISF, Crédit Impôt Compétitivité, Baisse des charges...

La pénurie de carburant que subissent des millions de français incombe exclusivement aux directoires des groupes pétroliers et au gouvernement.

Appel à la grève et au rassemblement le 18 octobre

Encore une fois, c'est aux citoyens de ce pays, des classes moyennes aux plus précaires, patrons de petites entreprises ou chômeurs de payer l'addition.

Le 18 octobre, la CGT des Hautes Alpes comme de toute la France, les syndicats FO 05, FSU 05 et Solidaires 05 appellent massivement à la grève dans la continuité de celles engagées dans les raffineries et pour la hausse de tous les salaires, des minimas, des pensions et des bourses ! Il est temps pour les français de pouvoir vivre dignement de leur travail !

Un rassemblement aura lieu à 10H30 devant la préfecture de Gap où les syndicats ont demandé à être reçus.